



## *Le mirage numérique. Pour une politique du Big Data d'Evgeny Morozov*

**Emmanuelle CACCAMO**

*Cygne noir*, recension, octobre 2016

---

### **Pour citer cet article**

CACCAMO, Emmanuelle, « *Le mirage numérique. Pour une politique du Big Data* d'Evgeny Morozov », *Cygne noir*, recension, octobre 2016. En ligne : <<http://www.revuecygnoir.org/recension/mirage-numerique-morozov-2015>> (consulté le xx/xx/xxxx).



Cet article de *Revue Cygne noir* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons : Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 2.5 Canada.

## **LE MIRAGE NUMÉRIQUE. POUR UNE POLITIQUE DU BIG DATA D'EVGENY MOROZOV**

---

Evgeny MOROZOV, *Le mirage numérique. Pour une politique du Big Data*, trad. de l'anglais par Pascale Haas et Nicolas Vieillescazes, Paris, Les Prairies ordinaires, 2015, 129 pages.

---

À rebours de la rhétorique altruiste et solutionniste que nous sert la Silicon Valley – entendons par là les Google, Apple, Facebook, Amazon, Uber, Airbnb et autres *startups* en vogue –, Evgeny Morozov s'évertue depuis plusieurs années à déconstruire les discours dominants portant sur les technologies numériques. Son dernier essai, *Le mirage numérique. Pour une politique du Big Data*, poursuit ce projet. À la différence de ses autres ouvrages (*The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, 2011 et *To Save Everything, Click Here*, 2013), l'auteur s'adresse à la « critique » et à ses insuffisances. Les premières phrases de l'ouvrage sont sans appel :

Ce livre défend une thèse simple : aujourd'hui, ceux qui participent aux débats sur la technologie soutiennent, souvent à leur insu, l'idéologie néolibérale dans ce qu'elle a de pire. La plupart des critiques de la Silicon Valley, de quelque bord qu'ils soient, sont alignés sur le néolibéralisme. Ce n'est pas parce qu'ils haïssent Google et Amazon qu'ils combattent la rapacité du capitalisme financiarisé.

Morozov déplore en effet que la « critique » ne fasse généralement pas le lien entre la crise de Wall Street et le développement numérique de la Silicon Valley, comme si le second n'avait rien à voir avec le premier. Selon l'essayiste, ce sont au contraire les crises politiques et économiques qui ont favorisé l'émergence et la prépondérance des entreprises du numérique californiennes. Aux applications de santé correspond le désinvestissement public en matière de santé ; aux cours en ligne ouverts et massifs (MOOC), les coupures budgétaires en éducation ; à l'« économie du partage », les conséquences de la crise financière. Les applications et les plateformes se placent ainsi, de façon rhétorique, en bienfaitrices, en remparts contre les inégalités. Elles « rationalisent les pathologies inhérentes au système politique et économique actuel » (p. 36), atténuant parfois leurs symptômes tout en masquant leurs causes profondes. Ces problèmes font d'ailleurs bonne figure, alors qu'ils se transforment en véritables « choix de vie » : choisir Uber à la place des taxis, suivre un MOOC « gratuit » au lieu d'aller à l'université, etc. Dans cette « économie du partage », certaines personnes peuvent même s'en sortir avec peu de moyens financiers, en revendant volontairement les données produites par leurs activités connectées en échange de publicités personnalisées (coupons de réduction, promotions sur un produit, etc.). Par exemple, en communiquant sa position géographique et l'historique de ses cartes de fidélité par le biais de son téléphone « intelligent », une personne recevra un rabais personnalisé sur un produit vendu par un commerce partenaire qui se trouvera à proximité. Davantage de liberté,

d'émancipation et de « fun », voilà ce que promettent les entrepreneurs des nouvelles technologies. Mais cette fable connaît un lourd revers, et les jeunes pousses du numérique comme les grandes corporations sont loin d'être aussi altruistes qu'elles le clament.

À l'encontre du discours de la Silicon Valley, Morozov offre plusieurs arguments que le débat sur le « numérique » devrait prendre en compte. En premier lieu, pensons au recours récurrent à la rhétorique fallacieuse selon laquelle l'utilisation des technologies numériques permettrait l'encapacitation (*empowerment*) et l'émancipation des personnes et des collectivités. Le modèle d'affaires des applications et plateformes « gratuites » telles que Facebook repose sur la vente de données et métadonnées produites par l'interaction des utilisateurs et utilisatrices avec les interfaces numériques. Les données peuvent être achetées par des entreprises à des fins marketing, voire par des organismes publics en vue de réaliser des études – lorsqu'il ne s'agit pas tout simplement de surveiller des individus ou des groupes ciblés. Une fois les données cédées, celles-ci ont la capacité d'influencer fortement l'avenir des personnes. À l'instar d'Amazon, il peut s'agir de prédire des comportements grâce à des algorithmes et d'ainsi pousser à l'achat. Ou encore, les analyses prédictives et les données filtrées par des algorithmes sont consultables par des tiers, ce qui peut avoir des incidences sur l'accès à un emploi, à un crédit, à des assurances médicales ou automobiles (*credit scoring*), à une place dans un établissement scolaire, etc. En somme, les données constituent des instruments de domination : elles ont un poids sur la vie future des individus en influençant les décisions ainsi qu'en régulant et déterminant, dans une certaine mesure, l'action individuelle (p. 16).

Morozov avance un deuxième argument selon lequel le monopole de la Silicon Valley sur les technologies numériques empêche d'imaginer d'autres modèles de gestion des données et d'organisation des infrastructures de communication (p. 81). La marchandisation de la vie privée, la centralisation des données et leur instrumentalisation publicitaire sur des serveurs privés constituent les principes d'un modèle d'affaires néolibéral difficilement négociable. Sans compter que l'accumulation de données bénéficie à la surveillance de masse sous couvert de lutte contre le terrorisme. Comme en témoigne le débat sur le Traité de libre-échange transatlantique (TAFTA ou TTIP) infléchi par les groupes de pression, la protection des données et le droit à la vie privée constituent moins des droits fondamentaux qu'une entrave à la « croissance » économique et à la « paix » que souhaitent imposer sur leurs territoires les États les plus puissants (p. 30) : « Non seulement les citoyens n'auront plus droit à une vie privée, mais toute tentative de dissimuler quoi que ce soit passera pour une agression contre le libre-échange ou pour une intention de nuire à la sécurité nationale. » (p. 33) Morozov dénonce ce qu'il considère être ni plus ni moins qu'un grave manque d'imagination politique.

En outre, la production de telles données numériques et l'exercice de l'idéologie de l'économie comportementale sous-tendent un mode de connaissance spécifique dont l'auteur souligne un problème fondamental : la « connaissance » par corrélation. Grâce à un grand nombre d'exemples, Morozov illustre ce qu'Antoinette Rouvroy et Thomas Berns ont appelé la « gouvernamentalité algorithmique », c'est-à-dire une reconfiguration du pouvoir fondée sur la collecte, l'agrégation et l'analyse corrélatrice et automatisée d'une grande quantité de données de façon à représenter les comportements ainsi qu'à anticiper et influencer par rétroaction les

agissements possibles<sup>1</sup>. Même si *Le mirage numérique* ne renvoie aucunement à ces deux auteur·e·s, il s'agit bien de dénoncer un nouveau mode de connaissance et de gouvernement fondé sur des processus de régulation algorithmique qui placent les individus et les sociétés occidentalisées sous un contrôle électronique continu.

Si l'on dispose de capteurs de données en tous genres, de dispositifs d'analyse automatisés et de mécanismes de rétroaction, il n'est pas difficile d'imaginer que l'on pourrait tout bonnement se passer de l'État (p. 14), ou, de façon plus réaliste, diminuer l'État et son champ d'action. Pourtant, selon l'hypothèse de Morozov, il serait erroné de croire que la Silicon Valley veut se débarrasser des États ou souhaite qu'advienne un régime minarchiste, car, croit-il, plus l'État est glouton et avide de données et plus il se nourrit de l'économie comportementale, plus les compagnies numériques accumulent du pouvoir politico-économique et plus elles renforcent leur emprise sur les populations (p. 121). Il reste que la régulation algorithmique constitue un dommage invisible, ou plutôt irréprésentable, dont on peine à comprendre l'étendue et la complexité, voire dont on n'a même pas conscience. Pour l'essayiste,

[à] l'hyper-visibilité du citoyen individuel – que l'on peut suivre à la trace, au moyen de toute sortes d'appareils intelligents – correspond l'hyper-invisibilité croissante de tous les autres acteurs. Les gouvernements continuent à classifier toujours plus de documents, en externalisant leurs fonctions vers des sociétés privées qui ne sont pas tenues de respecter les lois relatives à la liberté d'information (p. 69).

Dès lors, quelles solutions Morozov propose-t-il? Il se positionne ouvertement sur un terrain réformiste, en revendiquant par exemple un droit à la déconnexion. En d'autres termes, dans un monde où l'« internet des objets » est de plus en plus présent (par exemple, à travers l'e-santé, la domotique ou le soi quantifié), la loi devrait garantir l'existence d'espaces non connectés et préserver un accès aux services administratifs et institutionnels hors ligne. Il invite également à valoriser les approches politiques et économiques dans le débat « numérique » et à déconstruire la rhétorique de la Silicon Valley tout en veillant à priver cette dernière de la capacité de véhiculer seule son propre récit historique solutionniste. C'est là, sur l'examen de tels discours biaisés, que la sémiotique a selon nous un grand rôle à jouer.

En somme, l'essai polémique de Morozov mérite d'être lu surtout pour ses exemples éloquentes, et ce en conversation avec des écrits plus théoriques sur la gouvernementalité algorithmique. On se référera notamment aux travaux d'Antoinette Rouvroy et de Thomas Berns, ainsi qu'à ceux développés par le Groupe de recherche sur l'information et la surveillance au quotidien (GRISQ) de l'Université du Québec à Montréal qui se situent au carrefour de la sémiotique, de la communication, de la sociologie et de l'économie<sup>2</sup>. Les travaux sur la décroissance, les technocritiques et les basses-technologies font également écho au *Mirage numérique*<sup>3</sup>. C'est d'ailleurs là que se situe à notre sens la plus importante lacune du livre : celle de ne pas avoir pris en compte les critiques anticapitalistes et décroissantistes des technologies et du numérique et de ne pas les avoir relayées pour les rendre plus visibles.

## Notes

- 1 A. ROUVROY et T. BERNIS, « Gouvernamentalité algorithmique et perspectives d'émancipation. Le disparate comme condition d'individuation par la relation? », *Réseaux*, no 177, 2013, p. 173.
- 2 Voir par exemple M. BONENFANT, A. MONDOUX, M. MENARD & M. OUELLET, « Big Data, médiation symbolique et gouvernamentalité », dans E. Broudoux, et G. Chartron (dir), *Open Data – Big Data. Quelles valeurs? Quels enjeux?* Actes du colloque « Document numérique et société », Rabat/Paris, De Boeck Supérieur, 2015, p. 31-42.
- 3 Voir les travaux d'Alain Gras, de Serge Latouche, de François Jarrige et de Philippe Bihouix notamment.

